



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITÉ DES NATIONS UNIES EN RDC SEMAINE DU 24 AU 31 JANVIER 2018

Protection de l'enfant :

Tout au long de l'année 2017, les violations contre les enfants ont pris des proportions alarmantes avec un total enregistré de 3 823 cas de violations graves des droits de l'enfant dans le contexte du conflit armé en République démocratique du Congo (RDC). Pour les Nations Unies, 2017 a été l'année la plus dévastatrice pour les enfants. Une augmentation de 66 % a été observée par rapport à l'année précédente. Cela correspond presque exactement au nombre de violations vérifiées dans la région des Kasais, démontrant l'impact flagrant et déplorable du conflit sur des milliers d'enfants.

Dans de nombreux cas, les enfants ont été directement pris pour cible, recrutés et utilisés comme gardien de fétiches, combattants, espions, porteurs, boucliers humains, esclaves sexuels, etc. Une augmentation de 40 % de meurtres, mutilations et d'enlèvements ont également été vérifiés par rapport à l'année passée. Il est important de noter que les violations commises dans le pays en général mais particulièrement dans la région des Kasais sont fortement sous-documentées en raison des contraintes logistiques, sécuritaires et celles liées aux ressources humaines et budgétaires.

Bien que l'année 2017 marque avec succès la radiation des FARDC de la liste noire de l'ONU sur le recrutement et l'utilisation d'enfants lors des conflits armés, les enfants ne sont pas pour autant plus en sécurité. De nouveaux groupes armés et/ou factions sont apparus, se sont alliés et/ou dispersés, cela en guise de réponse directe aux manœuvres politiques et militaires du pays. Par conséquent, la MONUSCO identifie aujourd'hui plus de groupes armés jamais rapporté auparavant, avec 137 groupes actifs, dont 27 apparus en 2017.

Les enfants ont particulièrement été ciblés durant cette année 2017, notamment dans les Kasais où la milice Kamuina Nsapu a été l'auteur de plus d'un tiers du total des violations commises à l'encontre des enfants. Cela comprend principalement le recrutement et l'utilisation de 370 enfants (58 filles, 312 garçons) et l'attaque de 324 écoles affectant l'accès à l'éducation d'au moins 40 000 enfants. La milice est également responsable du meurtre et de la mutilation d'au moins 31 enfants, tout en sachant que 88 fosses communes ont été découvertes dans les Kasais en 2017, où la section Protection de l'enfant n'a pu que témoigner de la présence d'ossements d'enfants, sans avoir la possibilité de vérifier ces cas en raison des contraintes de ressources.

Au total, 2 360 enfants (271 filles, 2 089 garçons) ont été séparés de groupes et milices armés, principalement des Kamuina Nsapu (656), Nyatura (300), Rayia Mutomboki (258), Mayi Mayi Mazembe (232), FDLR Foca (132), FRPI (108) NDC-Rénové (95). Environ 40 autres groupes ont été identifiés comme recruteurs d'enfants durant l'année 2017. Parmi ces enfants séparés, 1031 (128 filles, 921 garçons) ont été recrutés et séparés durant l'année 2017.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org ; tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org ; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

422 enfants (144 filles, 278 garçons) ont été victimes d'enlèvement commis majoritairement par Bana Mura qui a kidnappé au moins 81 enfants durant l'année. Parmi eux, au moins 64 enfants ont été (et 52 le sont toujours) pris en otage par la milice Tchokwe-Pende. Ces enfants sont soumis au travail forcé dans plusieurs fermes du territoire de Kamonia (province du Kasai), et les filles subissent notamment des viols et des mutilations génitales. Kamuina Nsapu a également enlevé 72 enfants durant l'année 2017, Nyatura 60, Rayia Mutomboki 30 et FRPI 26.

338 enfants (111 filles, 227 garçons) ont été tués et/ou mutilés. Près de 46 % des cas de meurtre et mutilation d'enfants sont attribuables à des agents FARDC et sont survenus dans les Kasais lors des opérations militaires contre la milice Kamuina Nsapu qui utilise les enfants comme bouclier humain. La MONUSCO tient à rappeler aux forces de défense et de sécurité congolaises d'agir conformément aux principes du droit international humanitaire et autres instruments juridiques même lors des affrontements qu'elles engagent contre la milice Kamuina Nsapu qui utilise sans scrupule des enfants comme combattants. Cela pourrait contribuer notablement à réduire le nombre important de décès d'enfants. Nyatura et Kamuina Nsapu sont respectivement les auteurs de 33 et 31 meurtres et mutilations d'enfants.

179 enfants (177 filles, 2 garçons) ont été victimes de violence sexuelle, principalement dans le Nord-Kivu. Les FARDC et la PNC sont toujours les principaux auteurs de violence sexuelle commises à l'encontre des enfants avec 57 cas vérifiés, ce qui représente tout de même une diminution de 26 % par rapport à 2016. Puis, Rayia Mutomboki, Kamuina Nsapu et Bana Mura se sont également hissés au sommet de la liste des auteurs de violence sexuelle avec respectivement 25, 17 et 15 incidents vérifiés leur étant attribués.

Le nombre d'attaques contre les écoles et les hôpitaux a augmenté de près de 6 fois comparé à l'année 2016. Cela est principalement dû aux activités de Kamuina Nsapu qui ont attaqué 324 écoles et 71 hôpitaux dans les Kasais, ainsi que du récent *modus operandi* de Mayi Mayi Mazembe qui désormais cible les écoles comme acte symbolique anti-gouvernemental.

Huit incidents de déni d'accès humanitaire affectant directement les enfants ont été vérifiés et commis par des éléments armés non identifiés. Cependant, il est important de contraster qu'il est estimé qu'environ 182 000 enfants n'ont pas accès à une assistance humanitaire à travers tout le pays.

La majorité de ces incidents ont été vérifié au Nord-Kivu (1818), suivi par la région des Kasais (1425), le Sud-Kivu (242) et l'Ituri (226).

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org ; tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org ; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

| Séparation d'enfants d'avec les groupes/milices armés | | Nouveau recrutement en 2017 | | Violence sexuelle | | Enlèvement | | Meurtre et mutilation | | Dénis d'accès humanitaire | Attaques contre écoles et hôpitaux |
|---|---------|-----------------------------|---------|-------------------|---------|------------|---------|-----------------------|---------|---------------------------|------------------------------------|
| Filles | Garçons | Filles | Garçons | Filles | Garçons | Filles | Garçons | Filles | Garçons | | |
| 271 | 2089 | 128 | 921 | 177 | 2 | 144 | 278 | 111 | 222 | 8 | 515 |
| 2360 | | 1031 | | 179 | | 422 | | 338 | | | |

Par ailleurs, la section des Affaires civiles et une équipe de la Force de la MONUSCO (casques bleus égyptiens et béninois) de Kalemie ont échangé le 25 janvier 2018 avec le Conseil des chefs coutumiers du territoire de Kalemie dans la zone d'opération de Bendera, province du Tanganyika.

La rencontre avait pour but d'impliquer les chefs traditionnels dans la recherche de solutions pour la paix dans la zone de Lambokilela, une localité située à 150 km de Kalemie. Ce fut également l'occasion d'examiner ensemble les questions de protection des civils dans cette partie du pays. Les chefs traditionnels ont salué l'initiative de ce partenariat et ont assuré la MONUSCO de leur collaboration.

Le même jour, la MONUSCO Kalemie et ses partenaires ont effectué une mission à Kaseya, en territoire de Kongolo. La mission consistait à évaluer le travail et renforcer les capacités des membres du comité Baraza de Kaseya (34 km au sud de Kongolo).

Le partenaire local dans la mise en place des comités locaux de paix (Baraza) a remis du matériel de sensibilisation et des fournitures de bureau en présence des autorités locales de Kongolo qui ont de leur côté exprimé leur satisfaction pour le travail sur le Baraza dans le domaine de la résolution des conflits.

La Section de l'Information publique Kalemie organise le vendredi 2 février 2018, un atelier d'information et de sensibilisation au profit d'une centaine de jeunes encadrés par le Conseil de la Jeunesse du Tanganyika. Cette activité s'inscrit dans le cadre d'un programme de prévention et de lutte contre la violence en période électorale. Le thème principal portera sur les libertés publiques, notamment l'analyse des éléments de définition des libertés publiques, le cadre légal des libertés en RDC et les différentes sortes de libertés publiques. La session sera animée par le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org : tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org : tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org ; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Equipe de pays :

La coordinatrice humanitaire entame ses visites de terrain

Début hier mardi 30 janvier 2018 de la première visite de terrain de la Coordinatrice humanitaire de République démocratique du Congo. Madame Kim Bolduc a choisi les provinces du Kasai, Kasai Central, Nord Kivu et Tanganyika pour cette première étape avec, dans sa suite, son adjoint tout récemment nommé en RDC et des chefs d'agences et organisations humanitaires.

Durant les six jours de terrain, la coordinatrice humanitaire visitera les personnes déplacées dans divers sites ainsi que des projets en cours d'exécution. Les rencontres avec les communautés humanitaires des provinces visitées permettront à Mme Bolduc de se faire une idée sur la situation humanitaire actuelle du pays.

RDC : Plus de 800 000 enfants déplacés suite à la violence au Tanganyika et Sud-Kivu

Au moins 1,3 million de personnes, dont plus de 800 000 enfants, ont été déplacés suite aux violences interethniques et aux affrontements entre l'armée régulière, les milices et les groupes armés dans les provinces du Tanganyika et du Sud-Kivu dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), a annoncé l'UNICEF le 25 janvier 2018. La RDC fait face à l'une des plus grandes crises de déplacement d'enfants dans le monde.

Des centaines de milliers d'enfants dans la région n'ont plus accès aux soins de santé et à l'éducation. Beaucoup d'entre eux ont été victimes de violences extrêmes. Des enfants sont également recrutés pour se battre. Selon l'UNICEF, plus de 3 000 enfants ont été recrutés par des milices et des groupes armés. L'UNICEF et ses partenaires ont également identifié plus de 800 cas d'abus sexuels, bien que l'ampleur réelle de la violence sexuelle perpétrée contre les enfants soit considérée comme beaucoup plus importante.

Suite à ces violences, de nombreux centres de santé ne fonctionnent plus et il existe un risque accru d'insécurité alimentaire, car la violence empêche les communautés de se rendre dans les champs. Des milliers d'enfants risquent de souffrir de malnutrition sévère. De plus, les deux provinces ont enregistré 18 250 cas de choléra, soit deux fois plus qu'en 2016, et 18 000 cas suspects de rougeole.

Dans le cadre de son programme de réponse à l'urgence au Tanganyika et au Sud-Kivu, l'UNICEF apporte un appui multisectoriel aux personnes déplacées, par le biais, entre autres, de la vaccination, la prise en charge des enfants malnutris, la distribution de kits scolaires et récréatifs et la formation à l'éducation à la paix et la protection et la prise en charge psychosociale des enfants affectés par la violence, blessés ou non accompagnés.

Pour aider les enfants touchés par cette crise dans les deux provinces, l'UNICEF a besoin de 65 millions de dollars américains pour sa réponse pour les six prochains mois et demande à toutes les parties impliquées au conflit, de garantir l'accès humanitaire aux personnes qui ont un besoin urgent d'assistance.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org ; tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org ; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

L'UNICEF demande 268 millions de dollars américains pour apporter en 2018 une assistance humanitaire à 7,9 millions d'enfants en RDC

L'UNICEF demande aujourd'hui 268 millions de dollars américains afin de fournir une aide humanitaire vitale à 6,3 millions d'enfants en 2018 en République démocratique du Congo (RDC). Cet appel s'inscrit dans le cadre de l'appel mondial de l'UNICEF de 3,6 milliards de dollars américains visant à garantir une assistance humanitaire à 48 millions d'enfants dans 51 pays touchés par des conflits, des catastrophes naturelles et d'autres situations d'urgence en 2018.

Avec ses 268 millions de dollars américains, l'appel financier pour la réponse humanitaire de l'UNICEF en RDC est la plus importante de l'organisation à travers le monde, mis à part l'appel qui concerne le Yémen et la Syrie et ses pays limitrophes. La hauteur exceptionnelle de l'appel pour l'appui humanitaire en RDC met en évidence à quel point les enfants en RDC souffrent aujourd'hui des conséquences des conflits et des épidémies.

La montée des violences et des tensions intercommunautaires a contraint plus de 1,9 million de personnes à fuir leur foyer en 2017. La RDC est devenue le pays africain le plus affecté par les mouvements de population, avec 4,3 millions de déplacés sur le territoire, dont plus de 2,6 millions d'enfants. Ces enfants et leurs familles sont dépendants de l'assistance humanitaire pour leur survie. Les provinces du Kasai, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Tanganyika sont les plus concernées.

L'UNICEF apporte une aide humanitaire multisectorielle aux populations déplacées, réfugiées et retournées. En 2017, l'UNICEF et ses partenaires ont assisté 1,88 million de personnes dans les zones de conflits, pris en charge et traité 210 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère, vacciné 1,88 million d'enfants contre la rougeole et assisté 764 000 personnes à se protéger contre le choléra dans des zones à haut risque.

Selon l'UNICEF, les bailleurs devraient se mobiliser afin d'apporter une réponse humanitaire à la hauteur des besoins des enfants de la RDC en 2018.

Le choléra connaît une tendance à la baisse à Kinshasa

Au 28 janvier 2018, il a été noté une tendance à la baisse du nombre des cas et des décès depuis le 15 janvier 2018. Au 28 janvier, 11 nouveaux cas ont été enregistrés dans les unités de traitement de Luka et Pakadjuma.

Le nombre total de cas notifiés depuis le début de l'épidémie, en décembre 2017, est de 894 dont 38 décès. Depuis le début de l'année 2018 un total de 882 cas dont 15 décès ont été enregistrés. Vingt-deux malades sont actuellement hospitalisés.

Il sied de noter que l'équipe engagée dans la riposte contre le choléra à Kinshasa fait face à un certain nombre des défis ; notamment :

- La collecte des informations et l'harmonisation des circuits de collecte des informations ;
- La prévention de la propagation géographique de l'épidémie ;
- Le curage des rivières, caniveaux et égouts.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org ; tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org ; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

Le HCR offre des tôles aux écoles et des fournitures de bureau aux services de l'Etat civil à Yakoma

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a remis des tôles galvanisées aux écoles primaires Ndokpondo et Yandangu pour refaire les toitures de ces écoles dans le territoire de Yakoma, province du Nord-Ubangui. Cette intervention du HCR s'inscrit dans le cadre des appuis destinés aux infrastructures sociales de base dans les territoires qui ont accueilli les réfugiés centrafricains en dehors des camps.

Un peu moins de 1 500 élèves parmi lesquels de nombreux réfugiés fréquentent ces écoles. Environ 8 669 réfugiés centrafricains vivent dans la zone de Yakoma.

Le HCR a aussi remis des fournitures de bureau, des bicyclettes et des chaises aux services de l'Etat civil dans les territoires de Yakoma et Mobay-Mbongo qui ont accueilli les réfugiés centrafricains. Ce don devra faciliter l'enregistrement des enfants réfugiés nés en RDC et des autochtones dans le délai légal, et ainsi augmenter le taux des déclarations des naissances dans ces territoires.

La RDC accueille 181 917 réfugiés centrafricains dont 76 258 récemment arrivés dans les provinces du Nord-Ubangui et Bas-Uélé. Le HCR a soutenu l'enregistrement biométrique de ces réfugiés à Yakoma et Mobay Mbongo. Pour faciliter l'accès des humanitaires aux réfugiés récemment arrivés, le HCR a lancé les travaux de réhabilitation de la piste d'atterrissage de Monga. Dans le domaine de la santé, le HCR a appuyé la réhabilitation d'un poste de santé à Kanzawi (Bas-Uélé), mis en place une clinique mobile et appuyé en médicaments des centres de santé.

A cela il faut ajouter la construction des forages dans plusieurs localités pour donner accès aux réfugiés et aux autochtones à l'eau potable. Le HCR a aussi distribué des outils aratoires et des semences à Ndu et à Monga aux deux communautés.

Situation militaire

(Par le Commandant Adil Essherir, porte-parole militaire par intérim de la MONUSCO)

Les principales informations de la semaine concernent l'embuscade tendue à un convoi onusien le 27 janvier 2018 au **Sud-Kivu** et la situation sécuritaire dans la province du **Nord-Kivu** et dans le territoire de **Beni**.

Un convoi de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) a été la cible d'une embuscade tendue par des présumés éléments Mayi Mayi, le 27 janvier 2018 à **Lulimba** (96 km sud-ouest de Baraka) au Sud-Kivu.

Au cours de cette attaque, un (01) soldat de la paix du bataillon pakistanais a perdu la vie et un (01) autre a été blessé. Treize (13) assaillants ont également été tués et deux (02) autres blessés.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org ; tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org ; tél +243 81 70612 13



Organisation des Nations Unies

La MONUSCO a déployé des hélicoptères d'attaque dans la région et a actionné des détachements d'intervention rapide permettant ainsi de repousser cette agression et l'extraction du convoi. En outre, le soldat blessé a été évacué par voie aérienne vers Goma pour recevoir un traitement approprié.

La Force de la MONUSCO réitère sa détermination à continuer à œuvrer pour la paix, conformément à son mandat, et elle prendra les mesures nécessaires et appropriées pour répondre à cette attaque lâche.

Par ailleurs, des attaques interethniques, des pillages, et des enlèvements perpétrés par des groupes armés, continuent d'être signalés dans les territoires de **Lubero**, **Rutshuru** et **Walikale** dans la province **Nord-Kivu**.

La MONUSCO continue d'engager les autorités étatiques et provinciales afin qu'elles prennent des mesures de rapprochement communautaire pour instaurer la paix entre les communautés, tout en essayant d'assurer la sécurité de diverses communautés, villages et segments de la société.

En parallèle, les troupes onusiennes déployées dans ces zones ont intensifié leurs opérations en projetant des patrouilles et des déploiements robustes pour assurer la protection des civils. En outre, des bases opérationnelles temporaires et des patrouilles de longue durée ont également été actionnées au niveau des endroits touchés.

Dans le territoire de **Beni**, la Force de la MONUSCO poursuit son support aux Forces Armées de la République démocratique du Congo (FARDC) dans leur lutte contre les éléments des Forces démocratiques alliées (ADF).

C'est dans ce contexte que des détachements d'intervention ont été engagés en appui aux FARDC suite à des attaques aux environs des localités d'**Opira** et de **Linzo** (l'axe **Mbau-Erengeti**) permettant ainsi de repousser ces incursions.

Enfin, la Force de la MONUSCO reste proactive dans cet espace, et par son action quotidienne, elle assure la protection des civils dans ce secteur en contenant la menace ADF loin des zones habitées, en coordination avec ses partenaires des FARDC.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org : tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org : tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : edoumou@un.org ; tél +243 81 70612 13